



## **Excellence Monsieur le Premier Ministre**

\_Votre présence parmi nous ce jour, malgré un emploi du temps que nous savons très chargé, ainsi que celle de plusieurs de vos collaborateurs témoigne si besoin est de l'attachement que vous accordez au Dialogue Public – Privé si chère à Monsieur le Président de la République Chef de l'Etat, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA. Nous vous remercions pour cette marque d'attention, et vous souhaitons, ainsi qu'à la délégation qui vous accompagne, la plus cordiale des bienvenues à nos travaux de ce jour.

Ces assises du Conseil d'Administration de la CPG, auquel vous avez bien voulu vous associer, se tiennent un peu plus de 100 jours après mon arrivée à la tête de notre institution, et la mise en place d'une nouvelle organisation qui a pour mission de mettre en œuvre un plan d'action pour la période 2017 – 2019 qui a pour principaux objectifs:

- De moderniser le fonctionnement de la CPG pour que son action soit plus inclusive et plus performante au service de ses membres ;
- D'oeuvrer à l'amélioration du climat des affaires pour nos entreprises;
- De renforcer l'action de la CPG dans les domaines du Social, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
- De faire la promotion de la PME vertueuse au sein de la CPG
- De doter la CPG d'un siège social à la mesure de ses ambitions près de 60 ans après son institution.

Si le premier chantier de cet ambitieux programme est belle et bien entamée, avec la mise en place depuis trois mois d'un Bureau exécutif pleinement fonctionnel et représentatif de tout nos membres et la réorganisation en cours

du Secrétariat général de notre confédération, je dois vous avouer que nous faisons face à un immense challenge pour ce qui est de l'amélioration d'un climat des affaires qui est Aujourd'hui des plus délétères et qui est caractérisé par :

- Le Sempiternel problème de la dette intérieure, qui malgré les nombreuses promesses des différents gouvernements qui se sont succédés depuis le début de la crise économique actuel reste entier et menace la survie de nombreuses entreprises de toutes tailles;
- Une pression fiscale de plus en plus forte aussi bien pour nos entreprises que leurs dirigeants à titres personnels;
- Une parafiscalité de plus en plus incontrôlée avec un impact direct sur la vie chère ;
- De nombreuses enquêtes économiques justifiées mais souvent à charge et sans ménagement contre certains de nos membres;
- Des décisions de justice parfois incomprises et surprenantes qui perturbent l'activité économique;
- Un secteur financier fragilisé par des créances publiques importantes;
- Une gouvernance perfectible de plusieurs institutions publiques largement financées par le secteur privé.
- Des petites et moyennes entreprises livrées à elles mêmes.

Ce constat sombre du climat des affaires actuel, qui a d'ailleurs été constaté à l'occasion des travaux du Haut Conseil de l'Investissement mis en place par vous même, Monsieur le Premier Ministre, sous l'impulsion de Monsieur le Président de la République Chef de l'Etat, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA, a fortement érodé la confiance qui prévalait entre le Patronat et le Gouvernement. La restauration de cette confiance, indispensable pour la réussite de tout effort de relance de notre économie, passe par l'amélioration du climat des affaires décrit plus haut.

Nous vous recevons néanmoins Aujourd'hui, Excellence Monsieur le Premier Ministre, avec une grande lueur d'espoir. En effet, c'est votre gouvernement qui a conclu il y a seulement trois mois la mise en place du Haut Conseil de

l'Investissement en s'engageant à mettre en œuvre dans les meilleurs délais toute les réformes préconisées d'accord parties avec le secteur privé à cette occasion. Plus récemment, c'est également votre gouvernement qui a adopté un Plan de Relance Economique (PRE) triennal et une loi des finances rectificative pour l'année en cours qui place l'apurement de la dette intérieure parmi les mesures immédiates prioritaires à mettre en œuvre. Nous cultivons donc l'espoir que c'est également votre gouvernement, avec l'appui du FMI, de la Banque Mondiale, de la BAD et de l'AFD qui sont, comme vous le savez, parties prenantes des discussions en cours relative à l'appui budgétaire nécessaire au financement du PRE, qui va enfin tenir sa parole et matérialiser ses promesses. Le paiement de la dette intérieure et la mise en œuvre des réformes du HCI avec l'opérationnalisation immédiate des organes de suivi de ce dialogue public – privé naissant seraient en effet un pas important vers la restauration de la confiance entre le Gouvernement et le Patronat.

En attendant de voir se matérialiser la volonté maintes fois exprimée par votre gouvernement de rétablir la confiance entre les deux, le Patronat par ma voix souhaite vous réitérer son engagement, Excellence Monsieur le Premier Ministre, à promouvoir plus que par le passé en son sein des comportements vertueux visant à asseoir de manière durable une meilleure gouvernance dans l'exécution des marchés publics, et à contribuer ainsi à l'assainissement des finances publiques.

La CPG réitère également ici par ma voix son engagement à accompagner le gouvernement dans sa volonté de protéger les couches sociales les plus vulnérables dans le contexte économique actuel, pour autant que la pérennité de notre système national de protection social soit préservé par :

- L'acquittement régulier par le gouvernement de ses contributions a son cofinancement, aux côtés du Patronat et des travailleurs;
- La modernisation des textes régissant le fonctionnement de la CNSS et des autres maillons de ce système pour en améliorer la gouvernance, à l'instar de ce qui se passe depuis maintenant un an à la CNAMGS ou des textes modernes permettent Aujourd'hui au Patronat d'en présider le Conseil d'administration ;

- Le renforcement du capital humain en même temps que les plateaux techniques dans les structures hospitalières modernes qui se mettent progressivement en place.

Excellence Monsieur le Premier Ministre, la CPG voit une complémentarité naturelle entre l'action qu'elle se propose de mener au profit des PME les mieux structurées, qui doivent désormais justifier d'au moins trois bilans audités par un cabinet agréé CEMAC pour être admises en son sein, et celle d'une Chambre de Commerce revigorée et performante au profit des PME et TPMEs qui ne remplissent pas encore ces conditions mais doivent pouvoir être encadrées et accompagnées pour y parvenir et grandir. Face aux difficultés de l'Etat à continuer de soutenir financièrement cette institution, nous vous confirmons l'intérêt de la CPG à s'impliquer dans la restructuration et l'animation de la Chambre de Commerce dans le cadre d'un partenariat public - privé que nous nous tenons prêt à définir avec le gouvernement.

Enfin, je ne saurais terminer mon propos, Excellence Monsieur le Premier Ministre, sans formuler le vœu qu'au terme de notre échange de ce jour, les membres du Conseil d'Administration de la CPG ici présents repartent édifiés sur les contours de la stratégie gouvernementale pour relancer notre économie, et rassurés sur le retour imminent de la confiance entre le Patronat et le son partenaire historique le Gouvernement.